

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2024

Sciences économiques et sociales

Jour 1

Durée de l'épreuve : 4h00

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé

Dès que le sujet est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 11 pages numérotées de 1/11 à 11/11.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou l'épreuve composée.

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Le travail est-il toujours facteur d'intégration sociale ?

DOCUMENT 1

« Tomber à 500 € par mois quand on a travaillé toute sa vie et été habitué à un salaire, mentalement, ça met un coup », reconnaît Monsieur M. À 48 ans, cet Argentanais a connu une longue période de chômage. Trois ans durant, l'ancien ouvrier a enchaîné les ateliers et formations proposés par Pôle emploi¹. En vain. Ce n'est qu'en octobre 2021 qu'il a enfin retrouvé le chemin de la vie active.

Le parcours du quadragénaire débute avec [une] « mauvaise orientation ». Pour quitter rapidement les rangs de l'école, l'adolescent d'alors choisit de devenir couvreur, un métier qui finalement ne lui plaît pas. Revenu de son service militaire, il décide d'en changer et intègre l'usine d'Amcor flexibles Speed, à Argentan. Après dix ans de CDI, il quitte l'entreprise, l'envie de faire autre chose lui trotte dans la tête.

Sans trop de difficulté, il décroche un nouveau CDI, chez Agrial. Cariste², magasinier, réceptionniste ou contrôleur, en cinq ans, il fait le tour des métiers de la logistique. Mais cette nouvelle carrière s'arrête net en 2015, quand le quadragénaire est victime d'un accident du travail.

« Une palette est tombée sur mon petit doigt », montre-t-il. Six mois d'arrêt, une opération, des dizaines de séances de kiné plus loin, il ne parvient pas à récupérer totalement l'usage de ce doigt. « La préparation de commandes, tout ça, c'était terminé pour moi puisque je ne peux plus lever de charges lourdes à longueur de journée. » Son employeur lui aménage un poste de contrôleur, qui le lasse rapidement. Il quitte ce job en 2018 et entame une inattendue traversée du désert. [...]

Du côté des finances, le quotidien devient difficile. Arrivé en fin de droits, après un sursis de quelques mois accordé par l'État à cause de l'épidémie de Covid, il commence à toucher les 500 € mensuels de l'ASS (Allocation de solidarité spécifique). « Ça n'était plus qu'une bouée de sauvetage, mais je l'ai pris comme une motivation supplémentaire pour m'en sortir, dit-il, et puis finalement c'est à ce moment-là que j'ai eu un gros coup de bol. » Un poste de gardien est créé chez Ysco. Pour Pôle emploi, Renaud est le candidat idéal : il a un « bon contact », la tâche ne requiert pas d'utiliser sa main blessée et il peut se rendre au boulot à vélo.

Depuis cinq mois, l'ancien chômeur s'épanouit : « Je me vois bien y rester, pourquoi pas jusqu'à la retraite, mais on verra bien », souffle le quadragénaire.

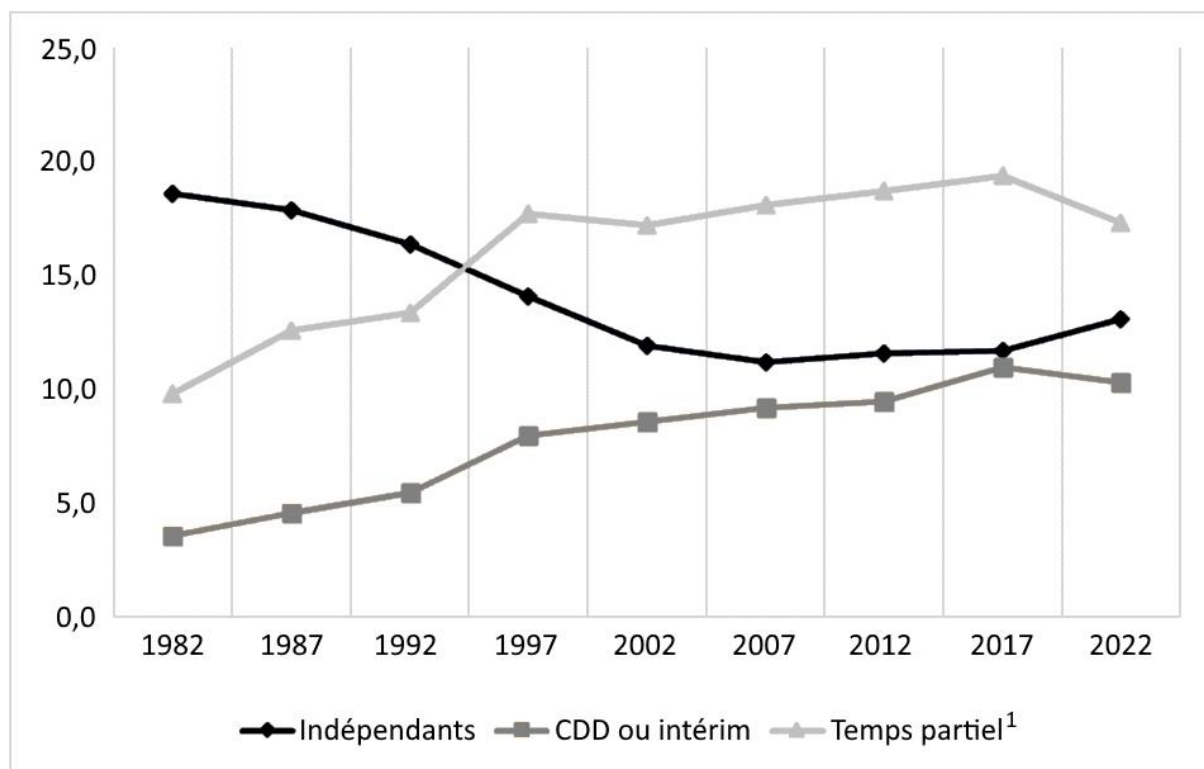
Source : d'après Tiphaine LE BERRE, « À 48 ans et après trois ans de chômage, cet Ornaïis retrouve enfin un emploi stable », *Ouest France*, 21 février 2022.

1 : Pôle emploi a pour mission d'accompagner tous les demandeurs d'emploi dans leur recherche et d'assurer le versement des allocations aux demandeurs d'emploi.

2 : Un cariste conduit les chariots de manutention.

DOCUMENT 2

Parts de CDD ou d'intérim, d'indépendants et de temps partiel dans l'emploi depuis 1982 (en %)

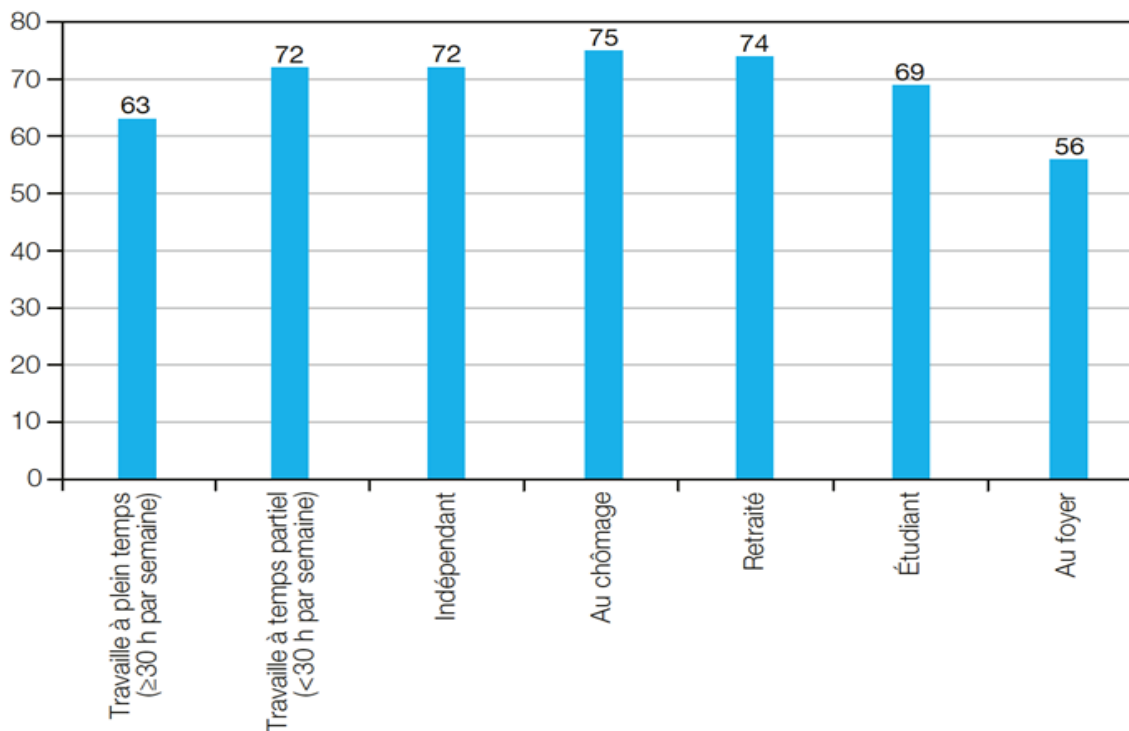


Source : d'après INSEE, 21 mars 2023.

1 : Temps partiel : les effectifs considérés concernent tous les types de contrats dont les personnes en apprentissage et CDI qui ne sont pas représentés ici.

DOCUMENT 3

Proportion (en %) d'individus jugeant que le travail est « très important » selon la situation professionnelle, en France



Source : Régis BIGOT, Émilie DAUDEY et Sandra HOIBIAN, « La Société des loisirs dans l'ombre de la valeur travail », Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie (CREDOC), 2013.

DOCUMENT 4

Variation des emplois par fonction et qualification en Île-de-France entre 1982 et 2014

	Emplois qualifiés	Emplois intermédiaires	Employés non qualifiés	Ouvriers non qualifiés	Total
Ensemble des fonctions	946 800	- 22 100	214 500	- 156 100	983 100
Fonctions d'intermédiation	44 100	40 900	0	- 4 700	80 300
Productions matérielles	63 300	- 274 900	- 19 400	- 156 600	-387 600
Commerces et services de proximité	110 400	78 300	219 100	5 300	413 100
Administration et santé	166 600	277 300	24 300	0	468 200
Fonctions intellectuelles supérieures	562 300	-143 800	-9 500	0	409 000

Source : « Près d'un million d'emplois qualifiés supplémentaires depuis 1982 », *INSEE Analyses Île-de-France*, N°72, 16 novembre 2017.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Présentez un moyen par lequel les pouvoirs publics peuvent contribuer à la justice sociale.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Principale conséquence du fait d'être parent sur la situation professionnelle (en %)

	Femmes				
	Cadres	Professions intermédiaires	Employées	Ouvrières	Ensemble
A des conséquences	56	50	40	27	45
Réduction de son temps de travail	20	18	14	8	16
Modification de ses horaires de travail	21	16	10	10	14
Changement dans la situation professionnelle pour augmenter ses revenus	4	5	3	1	4
Autres conséquences	12	10	12	8	11
N'a pas de conséquence	44	50	60	73	55
Ensemble	100	100	100	100	100
	Hommes				
	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble
A des conséquences	33	26	22	16	23
Réduction de son temps de travail	3	3	3	2	3
Modification de ses horaires de travail	20	13	10	5	11
Changement dans la situation professionnelle pour augmenter ses revenus	3	2	0	3	2
Autres conséquences	7	7	9	6	7
N'a pas de conséquence	67	74	78	84	77
Ensemble	100	100	100	100	100

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, salariés de 25 à 49 ans ayant des responsabilités familiales.

Source : d'après Laïla BENTOUDJA, Tiaray RAZAFINDRANOVA, « Être parent : des cadres aux ouvrières, plus de conséquences sur l'emploi des femmes », *Insee Première*, N°1795, Mars 2020.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous mettrez en évidence le fait qu'être parent n'a pas les mêmes conséquences sur la situation professionnelle des femmes cadres et des femmes ouvrières. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que les rapports sociaux de classe s'articulent aux rapports sociaux de genre. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le progrès technique est une source endogène de croissance économique.

DOCUMENT 1

Part des dépenses de Recherche et Développement dans le PIB et PIB par habitant dans des pays de l'UE en 2021

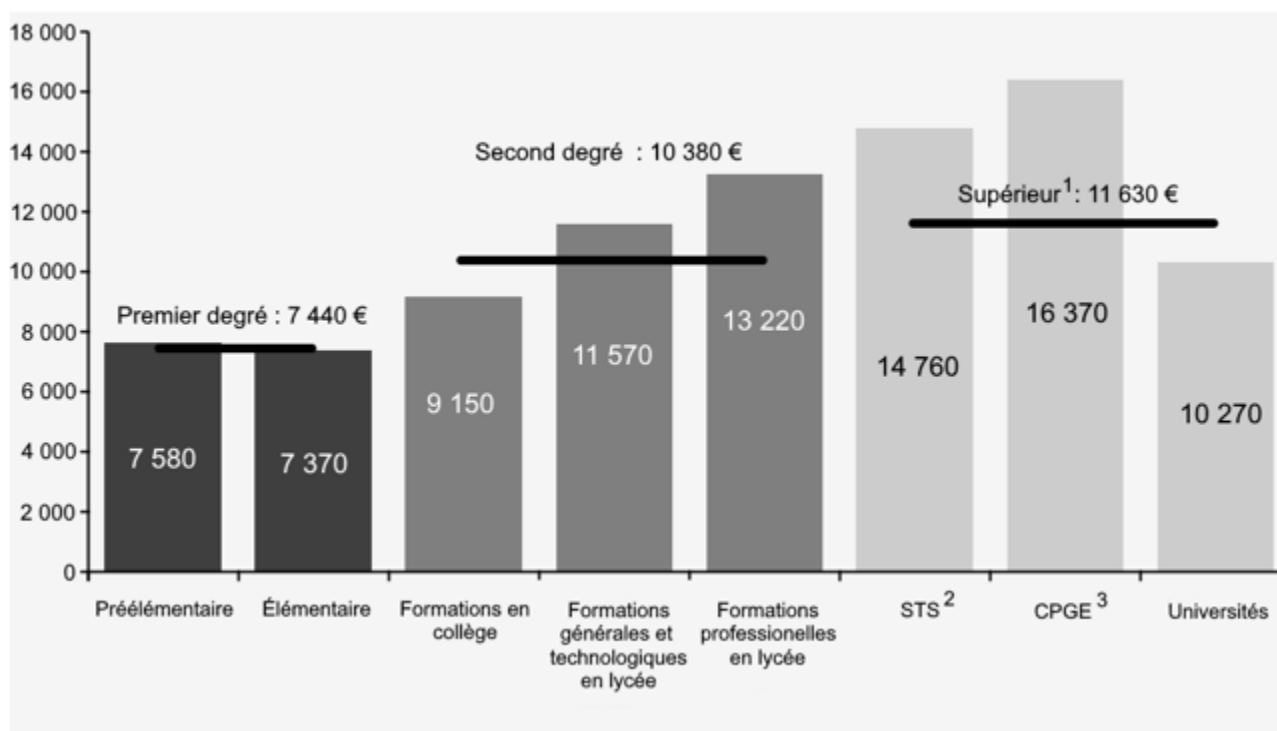
	Part des dépenses de R&D¹ dans le PIB (en %)	PIB par habitant (indice base 100 pour l'Union européenne à 27)
Allemagne	3,13	120
Danemark	2,81	134
Espagne	1,43	84
France	2,21	105
Roumanie	0,47	73
Suède	3,35	125
Union européenne (27)	2,15	100

Source : d'après INSEE, « Indicateurs de richesse nationale » et « Produit intérieur brut par habitant dans l'Union Européenne », 2023.

1 : R&D : Recherche et Développement.

DOCUMENT 2

Dépense moyenne (en euros) par élève ou étudiant selon le niveau de formation en France en 2021



1 : y compris l'apprentissage.

Source : d'après Mélanie DREGOIR et Sylvie ROUSSEAU, "169 milliards d'euros consacrés à l'éducation en 2021 : 6,8 % du PIB", *Note d'information*, n° 22.34, Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance (DEPP), 2022.

2 : STS : Sections de Technicien supérieur.

3 : CPGE : Classes Préparatoires aux Grandes Écoles.

DOCUMENT 3

Les effets économiques positifs de la première génération de l'internet à haut débit sont désormais bien documentés. Il existe par contre moins de travaux empiriques sur les effets des réseaux de nouvelle génération qui permettent un accès au très haut débit. Les travaux sur les effets additionnels de la fibre sont encore plus rares. Des travaux récents ont toutefois permis de mesurer les effets du THD¹ et de la fibre en particulier en Grande-Bretagne. L'étude conclut que l'amélioration de la couverture a permis :

- D'augmenter l'emploi de 0,6 %, entraînant la création d'environ 17 600 emplois en 2018.
- D'augmenter le chiffre d'affaires des entreprises de près de 1 %.
- D'améliorer de 7 % les gains horaires des salariés travaillant pour des entreprises situées dans les zones bénéficiant d'une couverture subventionnée.
- De réduire le nombre de demandeurs d'emploi dans les zones couvertes.

La mission d'évaluation a fait réaliser par plusieurs équipes de recherche (IPP², INRAE³ et IMT⁴) des études visant à estimer les impacts du déploiement du THD et de la fibre sur les territoires concernés en France. Ces travaux ont mis en œuvre des méthodes économétriques⁵ et mobilisé des données visant autant que possible à estimer des effets « causaux » à partir de la comparaison entre les territoires concernés et des territoires témoins aussi proches que possible [...]

L'ensemble des études réalisées suggèrent des effets positifs du THD ainsi que des effets additionnels de la fibre sur la dynamique des territoires et des entreprises. Mais ces effets seraient variables selon la nature des territoires et des entreprises. Le plus souvent, les premiers effets de la connectivité ne sont observables qu'au-delà d'un certain délai : au plus tôt trois ans après le déploiement et l'arrivée du THD. En revanche, ces effets continuent de s'amplifier avec le temps. [...]

Source : d'après Anne FAURE et Pierre-Jean BENGHOZI, « Infrastructures numériques et aménagement du territoire, Impacts économiques et sociaux du Plan France très haut débit », *France Stratégie*, janvier 2023.

1 : THD : Très Haut Débit.

2 : IPP : Institut des Politiques Publiques.

3 : INRAE : Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'alimentation et l'Environnement.

4 : IMT : Institut Mines-Télécoms.

5 : Méthodes économétriques : méthodes relatives à l'étude statistique des données économiques.